

Entretien

Rainer Zitelmann : "N'en déplaise à Piketty, notre période est la plus faste de l'histoire"

Retraites, inégalités, monopoles, pauvreté... L'essayiste libéral allemand publie "In Defense of capitalism", dénonçant les idées reçues sur le capitalisme.



DANS L'HEBDO DU 30 MARS



L'historien, sociologue et entrepreneur allemand Rainer Zitelmann.

/

Propos recueillis par **Thomas Mahler** - Publié le 25/03/2023 à 07:30

Rainer Zitelmann a tour à tour été étudiant marxiste, titulaire d'un doctorat d'histoire, journaliste à *Die Welt* et entrepreneur à succès. Après avoir, la cinquantaine venue, soutenu une deuxième thèse dédiée aux super-riches, le chercheur allemand est aujourd'hui un essayiste résolument libéral. Paru en anglais, son nouveau livre, *In Defense of capitalism*, est un vibrant plaidoyer pour le

capitalisme. Contredisant dix "mythes" sur la pauvreté, le consumérisme, les inégalités ou les monopoles, Zitelmann défend le bilan du libéralisme et assure que ce qui a échoué de manière répétée depuis un siècle, ce sont les expériences anticapitalistes, de l'URSS au Venezuela. L'ouvrage contient également des données inédites sur la perception du capitalisme dans différents pays de la planète. Sans surprise, la France se distingue par son opposition à la liberté économique...

L'Express : Vous publiez *In Defense of Capitalism* alors que nous semblons menacés par une nouvelle crise financière. Des crises comme celle de 2008 ne sont-elles pas la preuve que le capitalisme doit changer ?

Rainer Zitelmann : L'une des raisons qui m'a incité à faire ce livre est que je m'attendais à une nouvelle crise de ce type. En 2019, dans *The Power of Capitalism*, j'écrivais : "La crise financière a été causée par des taux d'intérêt excessivement bas, des interventions musclées sur les marchés et le surendettement. Devons-nous sérieusement croire que la bonne thérapie implique des taux d'intérêt encore plus bas, des interventions plus fortes sur le marché et davantage d'endettement ? Ces mesures peuvent avoir des effets à court terme, mais les marchés deviennent de plus en plus dépendants des taux d'intérêt bas. Ceux-ci ne résolvent en rien les problèmes sous-jacents, ils ne font que supprimer les symptômes et les repousser dans le futur. La combinaison actuelle d'une régulation excessive et de taux d'intérêt nuls entraînera des problèmes considérables à moyen terme pour de nombreuses banques et constitue le terreau de nouvelles crises encore plus sévères".

LIRE AUSSI >> Attaques contre Bernard Arnault : "Combien d'emplois François Ruffin a-t-il créés, lui ?"

Avec leurs politiques, les banques centrales se sont piégées elles-mêmes : elles ont d'abord provoqué l'inflation, et maintenant qu'elles doivent augmenter les taux d'intérêt pour lutter contre cette inflation, elles mettent en difficulté les banques. L'économiste Ludwig von Mises [1881-1973] a appelé cela "la spirale interventionniste". Dans mon nouveau livre, je montre que la crise financière de 2008 n'était en aucun cas une crise du capitalisme ni le résultat d'une trop grande déréglementation, mais bien le contraire : elle était le fruit d'une trop grande intervention de l'Etat et de politiques malavisées de la part des banques centrales.

Les inégalités se creusent dans des pays comme les Etats-Unis, et la question des "1 %" devient de plus en plus un sujet politique. Ne devrions-nous pas nous en inquiéter ?

Tout d'abord, les inégalités aux Etats-Unis ont beaucoup moins augmenté qu'on ne le pense. Je recommande l'excellent et récent essai *The Myth of American Inequality*, qui montre comment la manipulation des statistiques distord massivement les données sur les inégalités.

Ensuite, ce n'est pas l'inégalité qui m'intéresse, mais la pauvreté. Thomas Piketty affirme que pendant la majeure partie du XXe siècle, les inégalités ont diminué. Pour lui, la mauvaise période débute en 1990 – depuis lors, les inégalités n'ont cessé d'augmenter. Pourtant, il s'agit de la période la plus faste de l'histoire de l'humanité, car la pauvreté n'a jamais autant baissé qu'au cours de ces trente dernières années. Avant l'émergence du capitalisme, la plupart des habitants de la planète vivaient dans l'extrême pauvreté. En 1820, près de 90 % de la population mondiale se trouvait dans la pauvreté absolue. Aujourd'hui, ce chiffre est inférieur à 10 %.

Plus remarquable encore : au cours des dernières décennies, depuis la fin du communisme en Chine et dans d'autres pays, le recul de la pauvreté s'est accéléré à un rythme inédit dans l'histoire de l'humanité. En 1981, la part de la population vivant dans l'extrême pauvreté était encore de 42,7 %. En 2000, ce taux était tombé à 27,8 %, et en 2021, il était inférieur à 10 %. Des gens comme Piketty s'intéressent aux inégalités, moi je m'intéresse à la manière de lutter contre la pauvreté. En Chine, au Vietnam et en Pologne, les inégalités se sont accrues, mais je n'y ai rencontré personne souhaitant revenir à une époque où les habitants étaient plus égaux, mais plus pauvres.

“Le capitalisme est le plus grand ennemi des monopoles”

Les grandes entreprises technologiques (Google, Amazon, Apple...) sont perçues comme des menaces croissantes en raison de leur puissance et des craintes de monopoles. Selon vous, c'est pourtant une vieille rengaine...

Oui, le capitalisme peut conduire à la formation de monopoles temporaires, mais, par-dessus tout, le capitalisme détruit les monopoles. En 2007, le principal quotidien de gauche britannique, *The Guardian*, posait la question suivante : "Myspace perdra-t-il un jour son monopole ?" En 2008, le magazine *Forbes* publiait un dossier sur Nokia, avec en titre de couverture : "1 milliard de clients. Quelqu'un peut-il rattraper le roi de la téléphonie mobile ?" Qui utilise encore aujourd'hui Myspace ou un téléphone Nokia ? Xerox, qui a inventé la première photocopieuse en 1960, dominait le marché en 1970, avec une part de marché de près de 100 %, contre 2 % aujourd'hui.

De nombreux autres exemples prouvent que le capitalisme est le plus grand ennemi des monopoles.

LIRE AUSSI >> Francis Fukuyama : "Poutine a commis la plus grande erreur stratégique de sa génération"

Le monopole le plus dangereux est celui de l'Etat. Le grand paradoxe dans la critique des monopoles faite par les anticapitalistes est que ce sont les mêmes qui prônent si souvent la nationalisation, alors même que les monopoles publics sont les plus durables et solides de tous. N'est-il pas absurde que les anticapitalistes reprochent aux grandes entreprises de restreindre la concurrence, tout en préconisant davantage d'entreprises publiques qui éliminent la concurrence non seulement de façon temporaire et partielle, mais de manière permanente et complète ?

Le capitalisme est également accusé d'être la principale cause de la destruction de l'environnement comme du réchauffement climatique...

Dans son nouveau livre, Greta Thunberg rejette toutes les propositions pragmatiques et techniques pour lutter contre le changement climatique, à une exception près : abolir le capitalisme. Elle et d'autres anticapitalistes, comme Naomi Klein, ne l'appellent pas par son nom, mais ce qu'ils demandent est, dans les faits, une économie planifiée. Naomi Klein admet qu'au départ, elle ne s'intéressait pas particulièrement au réchauffement climatique. Puis, en 2014, elle a écrit *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*. Pourquoi s'est-elle soudainement intéressée à cette question, alors qu'avant, Klein se préoccupait surtout de lutte contre le libre-échange et la mondialisation ? Elle l'a dit ouvertement : "j'ai été poussée à m'engager plus dans ce domaine en partie parce que j'ai compris qu'il pouvait être un catalyseur pour des formes de justice sociale et économique auxquelles je croyais déjà".

Mais, au cours de ces cent dernières années, l'économie planifiée n'a jamais rien résolu, elle n'a fait que causer d'énormes problèmes, notamment en matière d'environnement. Rapportées au PIB, les émissions de CO2 dans la RDA socialiste étaient trois fois plus élevées que celles de la RFA capitaliste. Si les propositions des anticapitalistes étaient mises en œuvre, des milliards de personnes dans le monde mourraient de faim et les problèmes environnementaux ne seraient pas résolus, mais aggravés.

De votre point de vue allemand, comment jugez-vous la forte opposition en France à la réforme des retraites d'Emmanuel Macron, qui fait passer l'âge de la retraite de 62 à 64 ans ?

En Allemagne, il n'y a pas non plus de volonté de relever l'âge de la retraite. La logique nous démontre pourtant que nous n'avons pas le choix. Les gens sont de plus en plus âgés, ce qui est positif. Mais cela signifie que le système des pensions, créé à une époque où les personnes vivaient moins longtemps et où les données démographiques étaient complètement différentes, ne fonctionne plus. Je ne comprends pas que quelqu'un maîtrisant les quatre opérations arithmétiques de base ne puisse pas comprendre cela...

Votre étude montre que la France est l'un des pays les plus opposés à la liberté économique, précédant simplement la Turquie, la Bosnie-Herzégovine ou la Russie...

L'anticapitalisme est plus fort en France que dans presque tous les autres pays sondés. La gauche française est obsédée par l'anticapitalisme, mais une partie de la droite également, à l'image de Marine Le Pen.

LIRE AUSSI >> Garett Jones : "Les immigrés changent les natifs, parfois en bien, parfois en mal"

J'ai mené une autre enquête sur la jalousie sociale dans treize pays. Dans aucune autre nation, la jalousie sociale par rapport aux riches n'est aussi forte qu'en France. Un pays comme la Pologne est aujourd'hui à l'opposé total du vôtre, avec le point de vue le plus positif sur le capitalisme et le moins de jalousie sociale.

“Le vrai socialisme n'a, soi-disant, jamais existé nulle part...”

La Chine, dirigée par un parti toujours officiellement communiste, n'est-elle pas la preuve qu'on peut réussir économiquement avec un Etat autoritaire et dirigiste ?

Comme le dit mon ami Weiyang Zhang de l'université de Pékin : "Notre succès économique ne s'est pas fait grâce à l'Etat, mais en dépit de lui". A la fin des années 1950, 45 millions de Chinois sont morts de faim dans le cadre de la plus vaste

expérience socialiste de l'histoire, le "Grand bond en avant" de Mao. En 1981, 88 % de la population chinoise vivait encore dans une extrême pauvreté. C'est alors que Deng Xiaoping a lancé ses réformes en faveur de l'économie de marché et a introduit la propriété privée. Aujourd'hui, le taux d'extrême pauvreté en Chine est inférieur à 1 %. L'avantage du capitalisme, c'est que vous n'avez pas besoin d'une forme pure. Même une simple dose de capitalisme, comme en Chine, aide beaucoup.

Comment jugez-vous l'évolution du régime de Xi Jinping, qui semble revenir à une idéologie marxiste-léniniste bien plus stricte ?

Ces dernières années, il semble que les Chinois oublient les raisons de leur incroyable succès, revenant à plus d'Etat. Si cette voie n'est pas rectifiée, ce n'est pas seulement dangereux pour la Chine, mais pour le monde entier. Les Vietnamiens ne commettent pas la même erreur. Depuis vingt-cinq ans, le Vietnam, prétendument socialiste, a acquis plus de liberté économique que n'importe quel pays de taille comparable.

"Tous les systèmes socialistes qui invoquent ou ont invoqué Marx ont échoué sans exception", écrivez-vous. Mais, à écouter les anticapitalistes, ce serait uniquement du fait d'une mauvaise application des théories marxistes en URSS ou en Corée du Nord...

C'est le plus grand tour de passe-passe des anticapitalistes. Lorsque les expériences socialistes ont débuté en Union soviétique, en Chine, au Venezuela et dans d'autres pays, les intellectuels anticapitalistes étaient enthousiastes. Staline et Mao faisaient figure de héros, même pour Sartre ou Henri Barbusse. Les intellectuels de gauche du monde entier se sont également enthousiasmés pour Hugo Chavez lorsqu'il a été élu au Venezuela à la fin des années 1990.

LIRE AUSSI >> [Euthanasie, Covid, riches, retraites... Notre entretien libéral avec André Comte-Sponville](#)

Il y a eu environ vingt-cinq expériences socialistes au cours de ces cent dernières années. Après chaque expérience ratée, les anticapitalistes nous disent systématiquement : "ce n'était pas du vrai socialisme". Le vrai socialisme n'a, soi-disant, jamais existé nulle part. Marx aurait, toujours et sans exception, été mal compris. C'est, évidemment, absurde. Marx n'a jamais expliqué en détail sa vision du socialisme et du communisme, mais une chose est claire : elle repose sur l'abolition

de la propriété privée. Sur ce point central, les socialistes et les communistes ont très bien compris Marx.

En dépit de ce bilan calamiteux, nous sommes selon vous dans une période de "renaissance" du socialisme, notamment chez les jeunes occidentaux...

C'est la faute des défenseurs du capitalisme, et notamment des entrepreneurs. Ils n'ont jamais su expliquer aux masses les avantages et le fonctionnement du capitalisme. Ils ont cédé les médias, les écoles et les universités aux anticapitalistes. Les procapitalistes devraient s'inspirer du marketing et de la communication des anticapitalistes, parce que ces derniers sont, de toute évidence, bien meilleurs dans ce domaine.

Pourquoi décrire l'anticapitalisme comme étant une "religion politique" ?

A la fin des années 1930, Raymond Aron a utilisé ce terme de "religion politique". A la suite de Marx qui avait qualifié la religion d' "opium du peuple", Aron a parlé du communisme comme d'une "religion d'intellectuels". Les religions politiques répondent aux aspirations et aux besoins humains qui étaient auparavant satisfaits par les religions. Aron a décrit ces doctrines comme étant "religions séculières qui prennent dans les âmes de nos contemporains, la place de la foi évanouie et situent ici-bas dans le lointain de l'avenir, sous la forme d'un ordre social à créer, le salut de l'humanité". C'est pourquoi il est si difficile de convaincre les anticapitalistes avec des faits, car leurs croyances sont de nature religieuse, s'appuyant bien plus sur des émotions que des faits.

Mais comment expliquer que tant d'intellectuels occidentaux s'opposent au capitalisme ?

La réponse est complexe, mais en voici une explication. Les intellectuels pensent que quiconque lit le plus de livres et a la meilleure formation universitaire devrait être en haut de l'échelle, c'est-à-dire eux-mêmes. Ils valorisent ce qu'on appelle les "connaissances explicites", et ne comprennent pas que les "connaissances implicites" sont au moins aussi importantes, voire plus, pour un entrepreneur. Les intellectuels ne peuvent ainsi pas comprendre que quelqu'un avec une "intelligence inférieure", quelqu'un qui n'a peut-être même pas de diplôme de premier cycle, puisse finir par gagner bien plus d'argent, avoir une maison bien plus grande, et même un ou une conjointe bien plus séduisant(e). Ils ressentent cela comme une injustice, et se vengent à travers leur croyance dans un dysfonctionnement du capitalisme ou du marché, qui devrait être "corrigé" à travers une redistribution massive. En

dépouillant les entrepreneurs d'une partie de leur "richesse imméritée", les intellectuels se consolent du fait que même s'ils ne peuvent abolir le capitalisme, ils peuvent au moins le "corriger" jusqu'à un certain point.